

MARCHES PUBLICS DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIERES

Personne publique :

**Institut national d'enseignement supérieur pour l'agriculture, l'alimentation et l'environnement
(Institut Agro)**

Établissement public à caractère scientifique, culturel et professionnel (EPSCP)

Siège social : 42 rue Scheffer – 75016 Paris

Au titre de son école interne Institut Agro Montpellier
2 place Pierre VIALA – 34060 Montpellier Cedex 2

Au titre de son école interne Institut Agro de Rennes-Angers
65, rue de Saint-Brieuc – CS 84215–35042 Rennes Cedex

Au titre de son école interne Institut Agro de Dijon
26 boulevard du Docteur Petitjean – 21000 Dijon

Affaire n°26A0001

**OBJET : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins
des écoles de l'Institut Agro**

Etabli en application de l'Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative et du Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique.

La procédure de consultation utilisée est la suivante :

Appel d'offres ouvert européen en application des articles L. 2124-2, R. 2131-16 à 18, R. 2124-2 et R. 2161-2 à 5 du code de la commande publique.

Sommaire

ARTICLE 1	Présentation de l'Institut Agro.....	3
ARTICLE 2	Objet et définition des prestations	9
2.1	Objet du marché	9
2.2	Décomposition du marché public	9
2.3	Types de prestations	9
2.4	Public concerné	9
2.5	Lieux de ramassage et destinations	10
ARTICLE 3	Organisation et gestion des prestations	10
3.1	Demande et production des devis	10
3.2	Réservation et bons de commande.....	11
3.3	Liste nominative des passagers	11
3.4	Protection des données à caractère personnel (RGPD)	11
3.5	Procès-verbal et réunion de démarrage (clause de réexamen)	12
3.6	Modalités d'annulation des prestations par le pouvoir adjudicateur	12
3.7	Gestion des retards et dépassements horaires imputables au pouvoir adjudicateur	12
ARTICLE 4	Dispositions réglementaires	13
4.1	Obligations du titulaire en matière d'autorisations de transport	13
4.2	Respect de la réglementation applicable	13
4.3	Assurances obligatoires	13
ARTICLE 5	Dispositions relatives aux véhicules	14
5.1	Exigences générales	14
5.2	Caractéristiques des véhicules	14
5.3	Capacité et adaptation des véhicules.....	14
5.4	Documents de contrôle.....	14
ARTICLE 6	Dispositions relatives aux personnels du titulaire	15
6.1	Personnel affecté.....	15
6.2	Responsabilités du titulaire.....	15
6.3	Obligations et comportement des conducteurs	15
6.4	Remplacement	15
ARTICLE 7	Dispositions environnementales.....	16
7.1	Formation des chauffeurs à l'écoconduite.....	16
7.2	Suivi, reporting et maîtrise des émissions de gaz à effet de serre (GES).....	16
ARTICLE 8	Dispositions de suivi des prestations	17
8.1	Interlocuteur dédié	17
8.2	Réunions de suivi	17
8.3	Tableaux de bord	17
ARTICLE 9	Obligation de résultat.....	18

ARTICLE 1 PRESENTATION DE L'INSTITUT AGRO

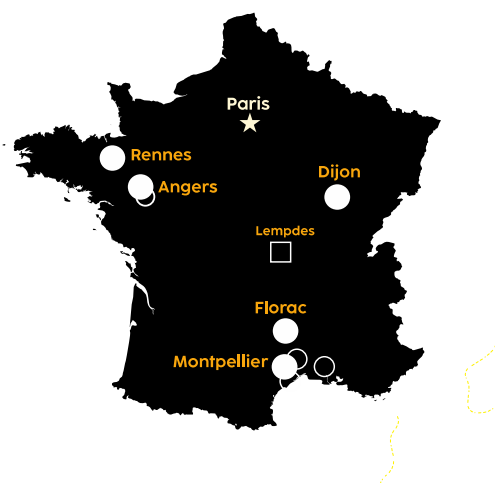
Etablissement public d'enseignement supérieur et de recherche, l'Institut Agro est unique par son périmètre thématique sur l'agriculture, l'alimentation, l'environnement et le paysage, par ses effectifs (nombre d'étudiantes et étudiants et de cadres scientifiques) qui font de lui la plus grande école française d'ingénieurs agronomes et par sa mission spécifique d'appui à l'enseignement technique agricole.

La création de cette **nouvelle grande école publique** au 1^{er} janvier 2020 marque un **tournant historique** pour l'enseignement supérieur en dotant la France d'un établissement de 1^{er} rang sur les questions d'alimentation, agriculture, environnement et paysage au niveau européen et mondial.

Dans un contexte de prise de conscience sociétale de **l'urgence** du traitement des questions climatiques, écologiques et alimentaires - accentuées par les crises sanitaires, énergétiques et économiques - la création de ce nouvel acteur est venu réaffirmer l'importance de la formation pour permettre aux acteurs de la société de **s'engager résolument dans les transitions** (agro écologique, alimentaire, numérique, climatique, énergétique, économique, sociale).

➤ Un fort ancrage territorial

Fort de ses trois écoles internes, historiquement implantées à Dijon, Montpellier, Rennes et Angers et solidement ancrées dans leur dynamique de site et de territoire, le nouvel établissement possède des **atouts uniques pour relever ces défis**.



L'Institut Agro est ainsi **un acteur majeur** de l'enseignement supérieur et de la recherche dans les **champs de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement et du paysage**. Il travaille en lien étroit avec les organismes de recherche, les universités, les autres grandes écoles et les acteurs du monde socio-économique (public et privé), en France et dans le monde. En tant qu'opérateur de l'Etat, l'établissement assure également une mission spécifique **d'appui à l'enseignement technique agricole**, confiée par le Ministère de l'Agriculture et de la souveraineté alimentaire.



➤ Former, innover, transformer

La raison d'être de l'Institut Agro est de former, sur des bases scientifiques, les nouvelles générations de cadres et d'acteurs, d'inventer et innover pour transformer les systèmes agricoles et alimentaires et de contribuer à mieux nourrir le monde en agissant avec et pour le vivant.

Pour développer des solutions durables, prenant en compte la diversité des territoires, des filières et des acteurs, il est nécessaire de **concevoir et de mettre en œuvre des trajectoires de transformation des systèmes agricoles et alimentaires**, ainsi que des modes de gestion originaux des ressources naturelles et de la biodiversité, fondés sur la recherche et l'innovation. L'Institut Agro, par l'étendue de ses champs de compétence, apporte une plus-value sans précédent à la compréhension de ces questions complexes, par des approches finalisées et interdisciplinaires pour élaborer les systèmes agricoles et alimentaires de demain, en s'appuyant sur les révolutions technologiques qui s'opèrent dans les secteurs du numérique, de l'énergie et de la biologie.

Pour aller au-delà des ajustements à la marge dans les manières de produire et consommer, qui ne sont pas à la hauteur des enjeux, les acteurs ont plus que jamais besoin d'accompagnement pour explorer des trajectoires d'adaptation - voire de re-conception - des systèmes, qui soient ambitieuses dans la cible à atteindre, réalistes sur les étapes à franchir et opérationnelles en ce qui concerne les solutions à mettre en œuvre et les outils de gestion des risques et d'arbitrage des choix pour chacun (agriculteurs, industriels, distributeurs, consommateurs, décideurs politiques).

La formation des futures et futurs ingénieurs, cadres, des chercheurs et techniciens, couplée à une recherche de haut niveau, est un levier essentiel de changement (technologique, biologique, social, économique et institutionnel) pour **sensibiliser, engager et accompagner** les acteurs des territoires, des filières et des politiques dans des **transformations durables et équitables des systèmes agricoles et alimentaires**, en France et dans le monde.

➤ Des missions au service de ses ambitions

Les missions de l'Institut Agro combinent à la fois la **formation** initiale et tout au long de la vie (formation continue), **la recherche**, **l'appui** à l'enseignement technique agricole, **l'innovation**, le **soutien** au développement des territoires et aux politiques publiques.

De par sa **taille, ses effectifs et l'étendue de ses compétences**, couvrant l'ensemble des thématiques relatives à l'alimentation, l'agriculture (incluant l'élevage, l'horticulture et la viticulture), l'halieutique, l'environnement et le paysage (incluant la gestion durable de l'eau, des sols et de la biodiversité), l'Institut Agro est en mesure d'accomplir des changements d'échelle et des inflexions stratégiques que ses écoles, seules, n'avaient pas les moyens de réaliser.

- **Formation initiale** et tout au long de la vie des acteurs des transitions dans les domaines de l'agriculture, de l'alimentation, de l'environnement et du paysage.

En complément de son cœur de métier sur la formation des ingénieurs, l'Institut Agro offre une **large gamme de formations** (doctorat, master, licence pro, formation à distance en bac pro, bac techno et BTSA), fondées sur les approches systémiques et pluridisciplinaires, nourries des avancées scientifiques les plus récentes. Il forme aussi les ingénieurs de l'agriculture et de l'environnement (IAE du ministère de l'agriculture et de la souveraineté alimentaire) et les cadres des lycées agricoles.

Un bouquet de formations riche et diversifié pour 3000 élèves ingénieurs répartis dans 8 cursus et une trentaine de spécialisations et 450 doctorantes et doctorants dans quatre grands sites universitaires.

- **Recherche** thématique et systémique, conduite par nos cadres scientifiques et impliquant les étudiantes et étudiants, les membres des écosystèmes agricoles et alimentaires et toute la société civile pour construire et diffuser les connaissances, pour innover dans les concepts et les méthodes et pour nourrir la formation dans une approche ouverte et participative de la science.

Une recherche pluri- et inter- disciplinaire d'excellence menée dans 35 unités de recherche, et au travers dans des cinq pôles thématiques ; source d'inspiration et de solutions pour répondre aux enjeux des transitions et co-construire avec les acteurs et les filières.

- **Appui** à l'enseignement technique agricole en France et à l'international, pour impulser et accompagner les évolutions sociétales en renforçant les collaborations entre enseignement technique et enseignement supérieur, notamment par la diffusion des acquis de la recherche et les échanges de pratiques pédagogiques autour du métier d'enseignant.

Mission confiée à l'Institut Agro par le MASA, Eduter s'inscrit dans le cadre du dispositif national d'appui à l'enseignement technique agricole. Les équipes sont en charge de l'accompagnement des établissements dans la mise en œuvre des politiques éducatives, de la production et l'édition de ressources (Educagri éditions) ainsi que du pilotage et de la mise en œuvre du système d'information de l'enseignement agricole.

- **Innovation** dans les filières, les territoires et les écosystèmes de l'innovation, du transfert et de la valorisation, avec les organisations publiques et privées, sur des bases scientifiques et dans un dialogue avec la société, permettant aussi la mise en situation et l'implication de la communauté étudiante.
- **Contribution au développement durable dans les territoires**, à l'évaluation et l'élaboration des politiques publiques et au dialogue science-société, offrant aussi des opportunités de formation par l'action aux étudiantes et étudiants.

À travers ces activités, l'Institut Agro concourt à la coopération scientifique, technique et pédagogique internationale et contribue ainsi au **rayonnement et à l'attractivité de la France** dans les champs de l'agriculture, de l'alimentation et de l'environnement.

➤ **Rayonnement à l'international**

L'Institut Agro possède une **dimension internationale très forte**, qui se manifeste à travers son réseau de partenariats, sa mobilité étudiante et son engagement dans des initiatives européennes et mondiales.

La **mobilité internationale est un pilier majeur des formations proposées par l'Institut Agro** : 100% des élèves-ingénieurs effectuent un séjour à l'étranger, sous forme de stage ou de semestre d'études, et l'étude de deux langues vivantes est obligatoire. Le cursus est structuré pour favoriser ces échanges et permettre la validation des acquis à l'étranger grâce au système européen de crédits ECTS. Un pôle dédié gère la coordination des mobilités et des relations internationales.

Membre actif de l'alliance européenne Euroleague for Life Sciences (ELLS) qui associe les plus grandes universités d'Europe en sciences du vivant, l'Institut Agro accompagne l'internationalisation des recherches en s'impliquant dans des programmes européens et mondiaux, en accueillant régulièrement des doctorants et chercheurs étrangers et en participant à l'organisation de colloques scientifiques internationaux.

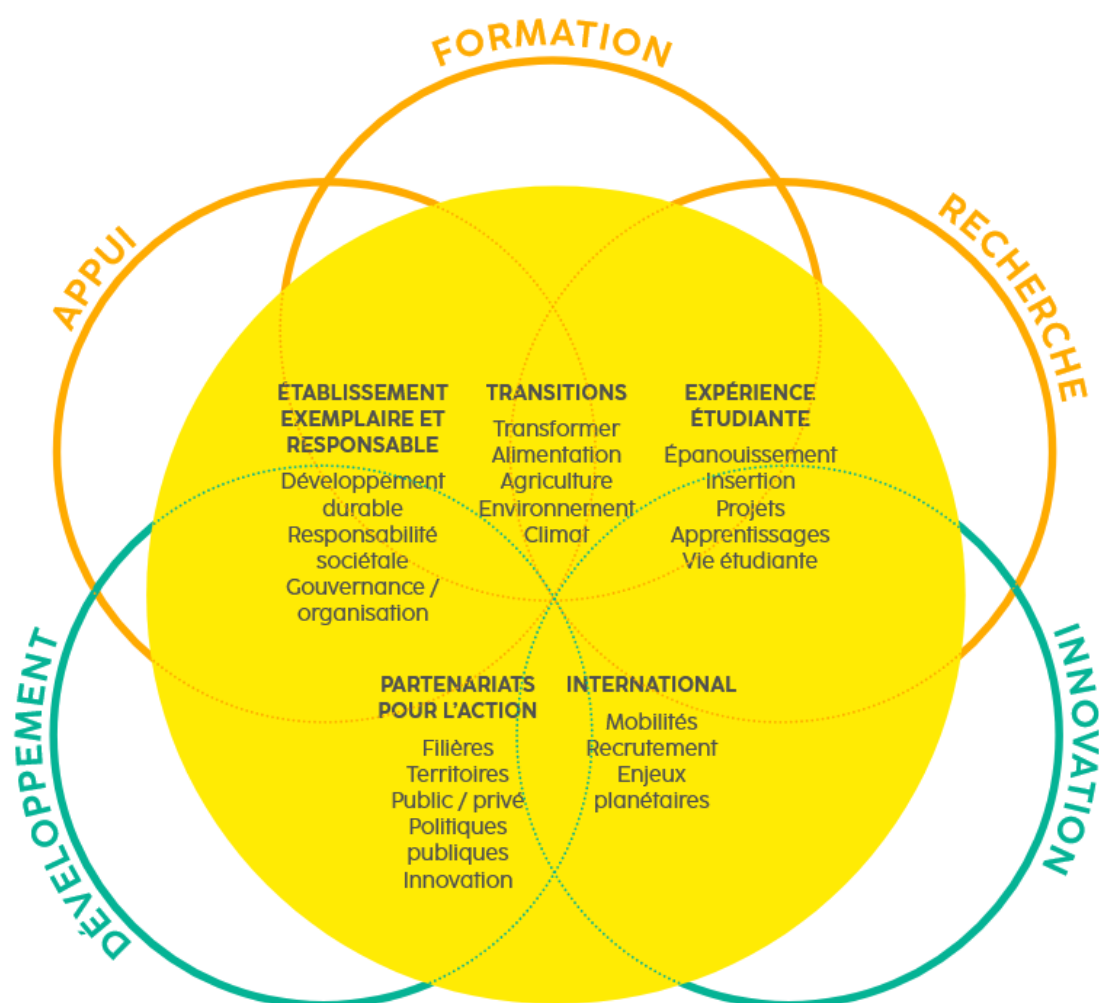
Avec **plus de 156 partenariats de mobilité académique à travers le monde**, l'Institut Agro compte également plus de 80 partenaires académiques via le **programme Erasmus+** et des accords spécifiques avec des universités sur tous les continents. Il participe à des programmes tels que **Brafagri** et **Arfagri**, facilitant des échanges entre la France et le Brésil ou l'Argentine, et développe de **nombreux doubles diplômes** avec des partenaires internationaux.

➤ Un projet stratégique décliné en 5 axes

L'ambition de l'Institut Agro est d'être un **établissement de premier rang dans la sphère scientifique** (formation et recherche), **moteur du changement** dans la sphère professionnelle et sociétale, et **exemplaire dans ses pratiques**, pour une transformation durable et équitable des systèmes alimentaires, agricoles et de gestion des ressources naturelles (eau, sols, biodiversité) et du paysage.

Pour opérer un véritable changement d'échelle dans les actions et partenariats, par rapport à ce que chacune des écoles pouvait faire seule, le projet stratégique de l'Institut Agro est centré sur la valeur ajoutée (à court et moyen terme) et la montée en gamme permises par le regroupement des trois écoles.

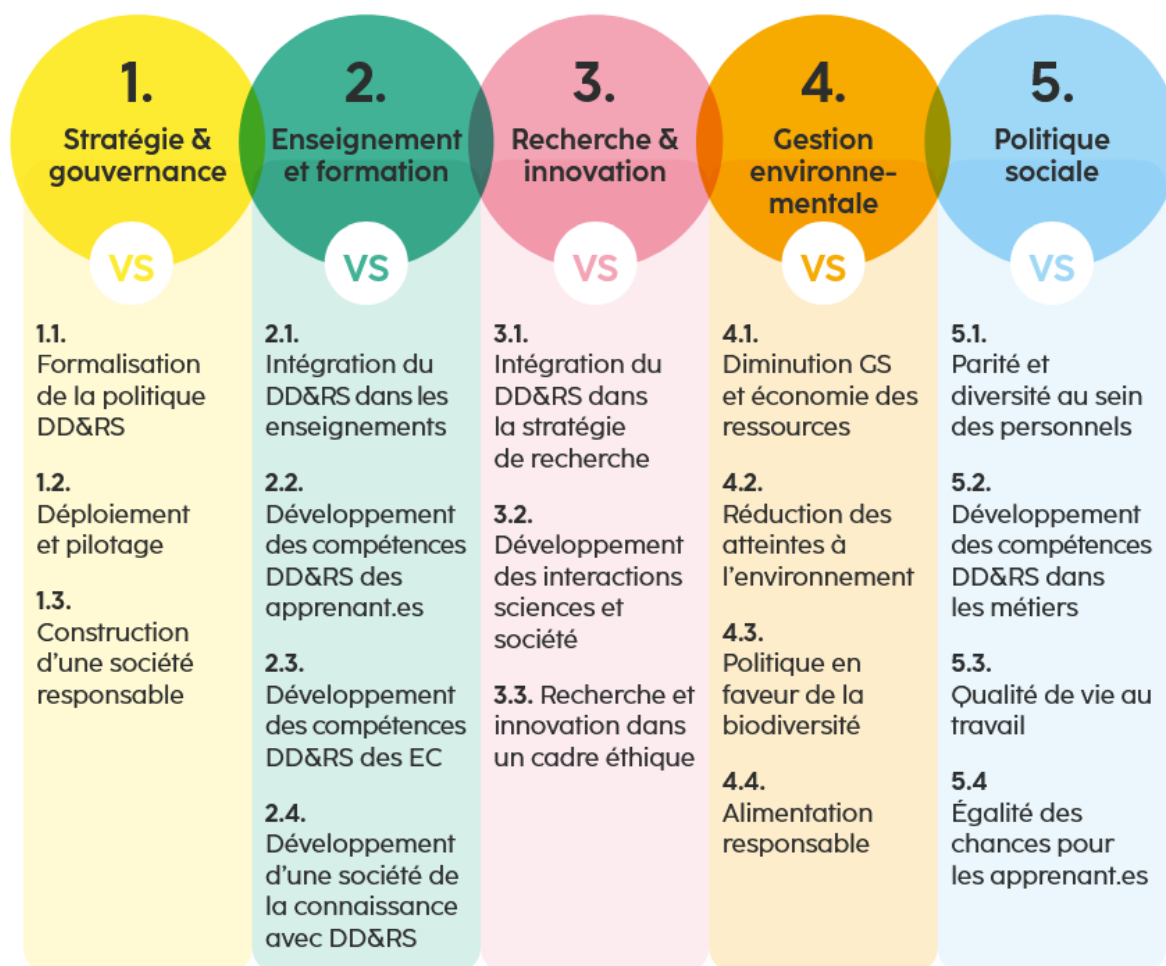
Cette stratégie 2030 de l'Institut Agro et de ses écoles internes se construit selon cinq axes stratégiques, en lien avec les autres établissements d'enseignement et de recherche, au travers d'actions de formation, recherche, innovation, développement, et appui à l'enseignement technique agricole mises en synergie (*continuum FRIDA*).



Chacun des axes se décline en un objectif stratégique et trois objectifs opérationnels eux-mêmes traduits en actions à déployer, en mode projet, sur la période 2023-2030.

Ces actions forment aussi les briques de base de la politique de l'Institut Agro pour chacune de ses missions constitutives (formation, recherche, appui à l'enseignement technique agricole) qui seront déployées de manière coordonnée entre les trois écoles de l'Institut.

Enfin, le schéma directeur Développement durable et responsabilité sociétale et environnementale de l'Institut Agro est au cœur de la stratégie 2030 en orientant toutes les actions de ce plan.



➤ Focus sur l'Institut Agro Montpellier

L'Institut Agro Montpellier s'appuie sur une communauté dynamique et cosmopolite qui accueille chaque année plus de 1 600 étudiants en formation diplômante. L'ouverture sur le monde est une priorité de l'établissement puisque 25% des effectifs sont des étudiants étrangers bénéficiant de 70 accords internationaux. Cette vitalité pédagogique est soutenue par une force de frappe de 400 agents, incluant 76 enseignants-chercheurs, et peut compter sur la puissance d'un réseau de 19 000 diplômés à travers le monde.

L'enseignement et la recherche sont structurés autour de 4 départements scientifiques :

- Biologie et Écologie (BE) : Amélioration, santé et production végétale ;
- Milieux, Productions, Ressources, Environnement (MPRS) : Agronomie, élevage, eau, sols et gestion de l'espace ;
- Sciences des Agro-bioprocédés (SABP) : Biotechnologies, génie des procédés et sciences de la donnée (statistique, algorithmique) ;
- Sciences Économiques, Sociales et de Gestion (SESG) : Économie rurale, marchés agroalimentaires, marketing et management.

L'école s'appuie également sur trois pôles porteurs thématiques : le Pôle Tropiques et Méditerranée, le Pôle Vigne et Vin, et l'Institut d'éducation à l'agroenvironnement de Florac.

L'école est implantée sur trois campus (La Gaillarde et La Valette à Montpellier, et Florac en Lozère). Elle possède également deux vastes domaines agricoles servant de plateformes de recherche et de formation :

- Le Domaine du Merle (450 ha, Salon-de-Provence) : Spécialisé en élevage ovin (agneau de Sisteron), foin AOP Crau et formation de bergers ;
- Le Domaine de Chapitre (130 ha, Villeneuve-lès-Maguelone) : Dédié à la viticulture, l'œnologie et aux céréales.

Pour plus d'informations : <https://www.institut-agro-montpellier.fr/>

➤ **Focus sur l'Institut Agro Dijon**

L'Institut Agro Dijon c'est 1 école et 1 pôle ressources et ingénierie, à vocation d'appui à l'enseignement technique agricole ainsi qu'une mission de formation de fonctionnaires.

L'école a une place significative pour l'encadrement de ses élèves-ingénieur, en matière de qualité de sa recherche et pour la performance de ses collaborations industrielles. Ci-dessous quelques faits et chiffres :

- 1 310 étudiants dont 782 élèves-ingénieur ;
- [56 doctorants et post-doctorants](#) ;
- 4 départements d'enseignement ;
- [6 laboratoires de recherche](#) ;
- [75 partenariats internationaux](#) ;
- 4 chaires : [emballages 3R : réduire, recycler, réutiliser](#), [AgroEnergies](#), [Fermentation 3T : transmission, transformation, transition](#) et [Tech Agro Sup](#) ;
- 100 [chercheurs et enseignants-chercheurs](#) ;
- 300 personnels administratifs et techniques ;
- [6 000 contacts avec les entreprises et organisme publics](#).

L'Institut Agro Dijon est installé sur trois sites géographiques :

- Sur le campus de Dijon : Déméter (site dédié à la formation, à l'appui à enseignement agricole et aux services administratif de l'établissement) et Épicure (site dédié à la formation) ;
- Sur le campus de Clermont-Ferrand-Marmilhat, centre dédié à la formation à distance et à l'appui à l'enseignement agricole.

Pour plus d'informations : <https://institut-agro-dijon.fr/>

➤ **Focus sur l'Institut Agro Rennes Angers**

L'Institut Agro Rennes-Angers est ancré dans le premier bassin agricole, maritime et alimentaire d'Europe, l'école est reconnue historiquement pour ses formations et sa recherche dans les domaines de l'alimentation, de l'agriculture et de l'environnement.

Formant près de 2000 ingénieurs, masters, et habilitée à délivrer le doctorat, l'école bénéficie d'un territoire lui permettant de développer une expertise scientifique et d'être un acteur majeur des transitions des filières. Il mène une recherche fondamentale et appliquée en lien avec INRAE, son partenaire privilégié et notamment sur les thématiques plus spécifiques de l'agroalimentaire, de l'halieutique et du paysage.

Insérés dans un tissu professionnel dense, les étudiants bénéficient des valeurs ajoutées d'une grande école avec une insertion professionnelle rapide, des stages à l'international, une vie étudiante riche et un réseau d'entreprises et d'Alumni puissants. L'école contribue par ses formations, sa recherche et son appui à l'innovation au rayonnement national et international du Grand Ouest à travers l'Institut Agro.

L'Institut Agro Rennes Angers est implanté sur 2 campus à Rennes (35) et Angers (49).

Pour plus d'informations : <https://www.institut-agro-rennes-angers.fr/>

ARTICLE 2 OBJET ET DEFINITION DES PRESTATIONS

2.1 Objet du marché

Le présent marché a pour objet la réalisation de prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins des écoles de l'Institut Agro.

Ces prestations ont notamment pour finalité d'assurer :

- Des sorties pédagogiques et culturelles ;
- Des voyages d'études et excursions ;
- Des transferts vers les gares et aéroports ;
- Des déplacements entre les différents campus ou vers des sites d'activités pédagogiques.

Les prestations peuvent être organisées sur une demi-journée, une journée ou sur plusieurs jours, en fonction des besoins spécifiques de chaque école.

Elles peuvent se dérouler simultanément. À ce titre, le titulaire devra disposer d'un parc de véhicules suffisant pour répondre aux besoins définis dans le présent CCTP.

2.2 Décomposition du marché public

Le marché public est décomposé en 5 lots définis comme suit :

- Lot n°1 : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Montpellier ;
- Lot n°2 : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Dijon pour le site de Dijon ;
- Lot n°3 : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Dijon pour le site de Marmilhat ;
- Lot n°4 : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Rennes-Angers pour le site de Rennes ;
- Lot n°5 : Prestations de transport routier de personnes avec chauffeur pour les besoins de l'Institut Agro Rennes-Angers pour le site d'Angers.

Les dispositions du présent CCTP s'appliquent à l'ensemble des lots, sauf dispositions particulières précisées pour chaque lot.

2.3 Types de prestations

Pour répondre aux besoins, deux types de prestations pourront être demandés :

- Prestation de transfert : transport ponctuel de personnes d'un point A à un point B, sans immobilisation prolongée du véhicule ni du chauffeur ;
- Prestation de mise à disposition : transport de personnes pour une durée et un circuit déterminé, pouvant entraîner l'immobilisation du véhicule et du chauffeur. Cette prestation respecte les règles de sécurité et le Code du travail (temps de conduite, hébergement et repas des chauffeurs).

2.4 Public concerné

Les prestations s'adressent exclusivement aux personnes dûment mandatées par l'Institut Agro, comprenant les étudiants, le personnel encadrant et toute personne participant officiellement aux sorties ou déplacements autorisés. Le service n'est pas ouvert aux usagers non concernés par le marché.

2.5 Lieux de ramassage et destinations

Les prestations s'exécutent principalement au départ des sites rattachés aux différents établissements de l'Institut Agro, selon le lot concerné.

Lot n°1 – Institut Agro Montpellier :

Les principaux sites de ramassage sont les suivants :

- Campus de la Gaillarde : 2 place Pierre Viala, 34060 Montpellier Cedex 2 ;
- Campus de la Valette, Pôle Tropiques et Méditerranée : 1101 avenue Agropolis, 34090 Montpellier.

Les sites secondaires de départ à caractère ponctuel sont les suivants :

- Campus de Florac : 9 rue Célestin Freinet, 48400 Florac Trois Rivières ;
- Autres sites : Aigues-Mortes, Narbonne, Clapiers, Gruissan, etc.

Lot n°2 – Institut Agro Dijon (site de Dijon) :

Les principaux sites de ramassage sont les suivants :

- 50 rue des Péjoces, 21000 Dijon ;
- 2 rue Claude Ladrey, 21000 Dijon.

Lot n°3 – Institut Agro Dijon (site de Marmilhat) :

Les principaux sites de ramassage sont les suivants :

- 12 rue Aimé Rudel, 63370 Lempdes ;
- Ou tout établissement d'enseignement agricole situé sur le territoire national, selon les besoins.

Lot n°4 – Institut Agro Rennes-Angers (site de Rennes) :

Les principaux sites de ramassage sont les suivants :

Le ramassage s'effectue dans l'enceinte du campus de Rennes.

L'entrée des bus se situe au 65 rue de Saint Brieuc et la sortie des bus se fait par le portail du 67 rue de Saint Brieuc.

Lot n°5 – Institut Agro Rennes-Angers (site d'Angers) :

Les principaux sites de ramassage sont les suivants :

Le dépôt et le ramassage s'effectuent à proximité du bâtiment administratif au 19 Boulevard de Lavoisier, 49000 Angers (au bout de la rue Le Nôtre).

Pour l'ensemble des lots, le titulaire est informé que les lieux indiqués ne sont pas exhaustifs. Des prestations pourront être demandées au départ ou à destination de tout autre site désigné par l'établissement concerné, en fonction des besoins.

Les modalités d'accès, de circulation et de stationnement applicables seront communiquées au titulaire à chaque demande de transport.

ARTICLE 3 ORGANISATION ET GESTION DES PRESTATIONS

3.1 Demande et production des devis

Le titulaire s'engage à produire, à chaque demande des écoles de l'Institut Agro, un devis portant sur l'intégralité des coûts liés aux prestations, dans les meilleurs délais. Ce devis est transmis dans un délai maximal de trois (3) jours calendaires à compter de la demande pour l'Institut Agro Montpellier et l'Institut Agro Rennes-Angers, et de cinq (5) jours calendaires pour l'Institut Agro Dijon.

Les demandes de devis sont transmises par courriel. Le titulaire indique, dans son offre, une adresse électronique valide et dédiée à la réception des demandes de transport. Il s'engage à en assurer la consultation régulière. Toute modification de cette adresse doit être notifiée sans délai à l'établissement.

Les devis sont transmis par le titulaire, par courriel, à l'adresse électronique indiquée dans la demande de transport.

Les devis transmis par le titulaire doivent comporter, a minima, les informations suivantes :

- Le nom de l'établissement et du demandeur ;
- Le point de départ, la destination ainsi que les dates et horaires prévisionnels ;
- Le kilométrage estimatif ou les éléments permettant d'apprécier la distance ;
- Le nombre de passagers ;
- La capacité du véhicule proposé ;
- Le prix de la prestation, en précisant le montant hors taxes (HT), la TVA et le montant toutes taxes comprises (TTC) ;
- Le cas échéant, les principaux frais annexes (péages, stationnement, hébergement ou repas du chauffeur, etc.).

Ce devis doit répondre à la demande du service et être conforme à la tarification (prix des prestations, frais annexes...) indiquée au BPU du présent marché.

3.2 Réserve et bons de commande

Les réservations des bus seront effectuées par l'émission de bons de commande, transmis par courriel contenant toutes les informations nécessaires.

Les bons de commande sont notifiés par la personne habilitée par le représentant du pouvoir adjudicateur au fur et à mesure de la survenance des besoins.

Seuls les bons de commande validés par le représentant du pouvoir adjudicateur pourront être honorés par le titulaire.

3.3 Liste nominative des passagers

L'Institut Agro s'engage, conformément à l'arrêté du 18 mai 2009 modifiant l'arrêté du 2 juillet 1982 relatif aux transports en commun de personnes, à transmettre au titulaire, avant chaque départ, une liste nominative des passagers comprenant le nom et le prénom de chaque participant.

En cas de modifications de la liste, l'Institut Agro fournira une copie actualisée au titulaire et, si nécessaire, au conducteur avant le départ.

Le titulaire s'engage à respecter la liste communiquée et à vérifier, dans la mesure du possible, la présence de tous les passagers avant le départ.

3.4 Protection des données à caractère personnel (RGPD)

Conformément au RGPD et à la loi Informatique et Libertés, les parties s'engagent à protéger les données personnelles échangées dans le cadre du marché, notamment les listes de passagers et les coordonnées des conducteurs.

Le titulaire s'engage à traiter ces informations de manière strictement confidentielle et exclusivement pour les besoins de sécurité et d'exécution des transports. Il lui est interdit de transmettre ces données à des tiers non autorisés et il doit répercuter cette obligation sur ses éventuels sous-traitants.

Enfin, le titulaire garantit la destruction définitive de toutes les listes nominatives de passagers, sur supports papier et numérique, dans un délai maximal de trente jours calendaires après la réalisation de la prestation, à l'exception des seules données requises pour ses obligations légales de facturation.

3.5 Procès-verbal et réunion de démarrage (clause de réexamen)

Le titulaire du marché ou le conducteur s'engage à compléter un procès-verbal (PV) à l'issue de chaque prestation et à le remettre à l'organisateur ou à l'accompagnateur de l'Institut Agro. Ce document servira de base pour l'attestation du service fait.

Ce PV doit obligatoirement comporter à minima les éléments suivants :

- Les données du devis initial (art. 3.1) : n° de devis, dates, horaires théoriques ;
- Les données réelles d'exécution : horaires réels de départ/arrivée et kilométrage ;
- Les aléas et modifications : mention des incidents, retards, modifications d'itinéraires ou prestations complémentaires (heures sup., second conducteur) ;
- Les émargements : noms, qualités et signatures des deux parties.

Une réunion de démarrage sera organisée conjointement avec le titulaire, à l'initiative de l'Institut Agro, suite à la notification du marché. La participation du titulaire y est obligatoire. Le procès-verbal (PV) d'exécution visé à l'article 3.4 sera remis officiellement à cette occasion.

En cas de non-remise de cette attestation par le conducteur, le titulaire encourt des pénalités conformément à l'article 6.2 du CCAP.

3.6 Modalités d'annulation des prestations par le pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur se réserve le droit d'annuler tout ou partie d'une prestation commandée. Toute annulation doit être notifiée par écrit (courriel) auprès du titulaire. Le titulaire pourra, sur demande expresse, appliquer un dédit forfaitaire calculé sur le montant Hors Taxes (HT) de la prestation annulée, selon les préavis suivants :

- Plus de 30 jours calendaires avant le début de la prestation : aucun dédit, pénalité ni indemnité ;
- Entre J-30 et J-7 calendaires : dédit forfaitaire fixé à 10 % du montant HT ;
- Entre J-6 et J-2 calendaires : dédit forfaitaire fixé à 20 % du montant HT, sous réserve pour le titulaire de justifier, dans les 48h suivant l'annulation, de frais engagés et non récupérables ;
- À moins de 48 heures (J-1 ou Jour J) avant le début de la prestation : dédit forfaitaire fixé à 30 % du montant HT.

En tout état de cause, aucun dédit ni indemnité ne sera dû si l'annulation est motivée par un cas de force majeure ou par un événement indépendant de la volonté du pouvoir adjudicateur rendant l'exécution de la prestation matériellement impossible (ex : alertes météo préfectorales, fermetures administratives de sites, crises sanitaires, blocages routiers majeurs). Dans ce cas, seules les prestations réellement exécutées à la date de l'annulation seront facturées.

3.7 Gestion des retards et dépassements horaires imputables au pouvoir adjudicateur

En cas de retard du groupe, de prolongation imprévue d'une activité, de décalage de l'horaire de départ ou de tout événement imputable au Pouvoir Adjudicateur modifiant les conditions d'exécution du transport, l'accompagnateur en informe le conducteur ou le titulaire dans les meilleurs délais.

Le titulaire s'engage à déployer toutes les mesures nécessaires pour garantir la continuité du service, dans le strict respect de la réglementation applicable au transport public routier de personnes (temps de conduite, de repos et d'amplitude des conducteurs).

Si ces circonstances entraînent une modification du programme, un dépassement de l'amplitude horaire initiale ou la mobilisation de moyens humains ou matériels supplémentaires, les surcoûts associés sont facturés exclusivement sur la base des prix unitaires fixés au BPU du marché (notamment au titre des heures supplémentaires, des kilomètres excédentaires ou de la mise à disposition d'un conducteur de relève).

Aucune majoration, indemnité forfaitaire pour retard ou facturation complémentaire non expressément prévue au BPU ne pourra être appliquée par le titulaire.

ARTICLE 4 DISPOSITIONS REGLEMENTAIRES

4.1 Obligations du titulaire en matière d'autorisations de transport

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, le titulaire, ainsi que ses cotraitants et sous-traitants, lorsqu'il est établi en France, atteste :

- De son inscription au registre électronique national des entreprises de transport par route ;
- De la détention d'une licence de transport intérieur ou d'une licence communautaire en cours de validité l'autorisant à exercer une activité de transport public routier de personnes.

Lorsque le titulaire n'est pas établi en France, il atteste détenir l'ensemble des autorisations nécessaires pour exécuter des prestations de transport public routier de personnes sur le territoire français, conformément à la réglementation en vigueur.

L'acheteur se réserve la possibilité de demander, à tout moment, la production des justificatifs correspondants. Le titulaire s'engage à les transmettre dans un délai de 15 jours calendaires à compter de la réception de la demande de l'acheteur.

À défaut de production des documents requis ou en cas de perte de validité de l'une des autorisations exigées, et après mise en demeure restée sans effet, le titulaire s'expose à la résiliation du marché pour faute, dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

4.2 Respect de la réglementation applicable

Le titulaire, ainsi que ses éventuels cotraitants et sous-traitants, s'engage à respecter, pendant toute la durée du marché, l'ensemble des dispositions législatives, réglementaires et normatives en vigueur, ainsi que celles qui viendraient à évoluer, applicables aux prestations de transport public routier de personnes.

Les prestations sont exécutées conformément aux réglementations nationales et européennes en vigueur, notamment en matière de transport, de sécurité routière, de conditions de travail du personnel et de circulation des véhicules.

Le titulaire ne peut se prévaloir de l'absence de mention explicite d'une disposition réglementaire dans les documents contractuels pour s'exonérer de ses obligations.

4.3 Assurances obligatoires

Le titulaire, ainsi que ses éventuels sous-traitants, s'engagent à souscrire et maintenir pendant toute la durée du marché une assurance couvrant sa responsabilité civile professionnelle ainsi que tous les dommages corporels, matériels et immatériels pouvant survenir dans le cadre de l'exécution du marché.

Tous les véhicules utilisés dans le cadre du marché doivent être assurés au minimum au titre de la responsabilité civile obligatoire conformément à la réglementation en vigueur, et chaque passager transporté doit bénéficier d'une couverture garantissant les dommages corporels en cas d'accident ou d'incident lié au transport.

Le titulaire doit être en mesure de fournir, à tout moment et sur simple demande de l'Institut Agro, les attestations ou certificats correspondants.

En cas de défaut de couverture ou de non-présentation des justificatifs dans le délai imparti, l'Institut Agro pourra suspendre temporairement l'exécution du marché jusqu'à régularisation, conformément aux dispositions de l'article 36 du CCAG-FCS. Si le défaut persiste malgré mise en demeure restée sans effet, le marché pourra être résilié pour faute conformément à l'article 41 du CCAG-FCS.

ARTICLE 5 DISPOSITIONS RELATIVES AUX VEHICULES

5.1 Exigences générales

Les véhicules utilisés dans le cadre du présent marché doivent être régulièrement contrôlés, entretenus et conformes aux visites techniques obligatoires, afin d'assurer la sécurité, le confort et la continuité du service.

En cas de non-conformité ou de panne d'un véhicule, celui-ci doit être immédiatement remplacé. Des contrôles inopinés pourront être effectués par l'Institut Agro au départ de sorties ou de voyages.

En cas d'indisponibilité d'assurer le remplacement immédiat d'un véhicule défaillant par un véhicule du parc du titulaire dans un délai raisonnable, l'Institut Agro pourra faire appel à un autre prestataire pour assurer la continuité du service. Tous les frais supplémentaires engendrés par ce recours à un tiers seront à la charge exclusive du titulaire.

5.2 Caractéristiques des véhicules

Les véhicules devront respecter les caractéristiques suivantes :

- État général et propreté : carrosserie et peinture en bon état, sièges, sols, parois et sanitaires propres et entretenus, plancher en bon état ;
- Sécurité et équipements obligatoires : ceintures de sécurité, éthylotest anti-démarrage, équipements de première urgence, moyens de communication et tout autre équipement exigé par la réglementation, en état de fonctionnement permanent ;
- Confort et équipements pour voyages longue distance : chauffage et/ou climatisation opérationnels, toilettes si nécessaire, rideaux, sièges inclinables, appuie-têtes et autres équipements adaptés pour le confort des passagers ;
- Pneumatiques et conditions de circulation : pneus adaptés à la saison et aux conditions routières, équipement neige si nécessaire ;
- Accessibilité : équipements permettant l'accès aux personnes à mobilité réduite, mis à disposition sur demande ;
- Bagages : possibilité pour chaque passager de transporter au minimum un petit bagage type bagage cabine.

5.3 Capacité et adaptation des véhicules

La capacité des véhicules doit correspondre au nombre de passagers. Le transport de passagers debout ou sur des strapontins est interdit.

Si un véhicule de capacité supérieure à celle demandée est fourni, le tarif appliqué correspondra à la catégorie initialement demandée. Le titulaire doit adapter le type de véhicule pour optimiser le rapport nombre de places/prix selon les besoins des écoles de l'Institut Agro.

Si un véhicule de capacité inférieure est fourni, le titulaire doit le remplacer sous 60 minutes. Si le pouvoir adjudicateur accepte exceptionnellement le véhicule fourni, le tarif appliqué correspondra à la catégorie effectivement fournie.

5.4 Documents de contrôle

Le titulaire doit disposer à bord du véhicule de tous les documents afférents au véhicule et aux passagers ainsi que toutes les habilitations exigées par la réglementation et devant être mis à la disposition des agents de contrôle.

ARTICLE 6 DISPOSITIONS RELATIVES AUX PERSONNELS DU TITULAIRE

6.1 Personnel affecté

Le titulaire s'engage à affecter à l'exécution du marché un personnel qualifié et apte, respectant toutes les dispositions légales et réglementaires applicables au transport public routier de personnes, y compris celles susceptibles d'évoluer en cours de marché.

Le titulaire transmet à l'Institut Agro la liste nominative du personnel affecté aux prestations et notifie toute modification dans les meilleurs délais. Sauf en cas d'urgence, cette notification doit intervenir au moins 48 heures avant le début de la prestation.

6.2 Responsabilités du titulaire

Le titulaire est seul responsable :

- De la validité des permis de conduire, habilitations, autorisations et titres professionnels requis ;
- Du respect des obligations de formation initiale et continue ;
- De l'aptitude médicale et professionnelle de son personnel ;
- Du respect du Code du travail et de la réglementation sociale applicable ;
- Du respect des règles de sécurité routière et des prescriptions réglementaires ;
- De l'application de ces obligations auprès de tout prestataire sous-traitant mobilisé sur le marché.

6.3 Obligations et comportement des conducteurs

Les conducteurs doivent :

- Adopter un comportement professionnel, courtois et respectueux envers les passagers et le personnel de l'établissement ;
- Maîtriser la langue française ;
- Porter une tenue correcte et adaptée à la mission ;
- Vérifier systématiquement, à chaque arrêt et en fin de service, que tous les passagers sont présents et en sécurité ;
- Assurer une conduite prudente, souple et adaptée aux conditions de circulation ;
- Être équipés d'un système de communication permettant au personnel d'encadrement de contacter le conducteur ou inversement ;
- Avoir une parfaite connaissance de l'itinéraire prévu pour chaque prestation ;
- S'engage à compléter un procès-verbal à l'issue de chaque prestation, pièce justificative nécessaire pour l'attestation du service fait et le paiement de la facture, et à le remettre à l'organisateur ou à l'accompagnateur de l'établissement de l'Institut Agro concerné par le lot.

Il est interdit au personnel du titulaire :

- De conduire sous l'emprise d'alcool, de stupéfiants ou de toute substance altérant la vigilance ;
- De fumer à bord des véhicules ;
- D'utiliser un téléphone tenu en main ou tout dispositif émettant du son à l'oreille en circulation (sauf appareil correcteur de surdité) ;
- De se faire assister par une personne étrangère au titulaire ;
- De manquer de respect aux usagers ou au personnel de l'établissement ;
- De déroger aux règles de montée, descente et surveillance des passagers.

6.4 Remplacement

Le titulaire demeure pleinement responsable des agissements de son personnel et des sous-traitants.

L'Institut Agro se réserve le droit d'exiger le remplacement immédiat de tout agent dont le comportement, les compétences ou l'aptitude ne répondent pas aux exigences de sécurité, de qualité ou de bon fonctionnement du service.

Le remplacement doit être effectué dans les meilleurs délais et sans frais supplémentaires pour le pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 7 DISPOSITIONS ENVIRONNEMENTALES

7.1 Formation des chauffeurs à l'écoconduite

L'écoconduite est une pratique permettant de limiter l'émission de gaz à effet de serre, de polluants atmosphériques ainsi que les dépenses associées à la consommation de carburant.

En cas de mobilisation de sa propre flotte de véhicules, le titulaire du lot concerné veille à ce que l'ensemble des conducteurs mobilisés sur le marché soit formés à l'écoconduite. Les conducteurs doivent être formés à minima chaque année sur toute la durée d'exécution du marché.

Le titulaire transmet à l'acheteur, à la fin de chaque année civile et au plus tard le 15 janvier de l'année suivante (sous format électronique facilement exploitable), les documents justifiant la formation effective de ses personnels conducteurs à l'écoconduite : relevé annuel des sessions de formation des conducteurs, dates auxquelles elles ont eu lieu, durée, effectifs concernés, etc.

En cas d'externalisation de la prestation de transport, le titulaire incite les prestataires auxquels il fait appel à respecter cette obligation dans le cadre de l'exécution du présent l'accord-cadre.

7.2 Suivi, reporting et maîtrise des émissions de gaz à effet de serre (GES)

Sur le fondement de l'article L. 1431-3 du Code des transports, le titulaire du lot concerné détermine la quantité de gaz à effet de serre (GES) émise par les transports mobilisés dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre correspondant.

Le titulaire communique ces informations à l'établissement de l'Institut Agro concerné par le lot via le reporting annuel des prestations prévues à l'article 8 du CCTP. Ce reporting comprend, entre autres, les données nécessaires à la quantification des émissions de GES générées par les prestations de transport.

En cas de sous-traitance, le titulaire s'assure que ses prestataires transmettent les données nécessaires à la réalisation de ce bilan et consolide ces informations pour l'ensemble des prestations réalisées.

La quantification des émissions de GES est réalisée principalement selon les facteurs d'émission de la Base Empreinte® de l'ADEME, complétés, si nécessaire, par ceux de la norme ISO 14083 :2023, de la base Ecoinvent ou du GLEC Framework. Les évolutions de ces facteurs ou méthodes, intervenant pendant l'exécution du présent accord-cadre, peuvent être appliquées avec l'accord des deux parties.

En complément, le titulaire communique toute information utile attestant de la maîtrise et de la réduction des émissions de GES, notamment :

- Les moyens mis en œuvre pour fiabiliser la collecte des données et le calcul des émissions (recours accru aux mesures réelles, par exemple la consommation effective de carburant) ;
- Les mesures visant à réduire les émissions : qualité de la flotte de véhicules, optimisation des itinéraires, taux de remplissage des bus, réduction des trajets à vide, organisation des horaires pour limiter les congestions, etc.

Ces informations font partie intégrante du reporting annuel, et aucune production de document supplémentaire n'est requise.

ARTICLE 8 DISPOSITIONS DE SUIVI DES PRESTATIONS

8.1 Interlocuteur dédié

Le titulaire de chaque accord-cadre désigne un interlocuteur unique chargé du suivi et de la coordination des prestations.

Le titulaire devra communiquer les coordonnées complètes du référent (nom, prénom, téléphone, courriel).

Il est joignable à minima cinq (5) jours sur sept (7), de 9h00 à 17h00, du lundi au vendredi, par téléphone et par courrier électronique.

En cas d'absence de l'interlocuteur désigné, le titulaire doit assurer la continuité du service, en mettant à disposition un remplaçant compétent et immédiatement joignable, garantissant le bon suivi des prestations sans interruption.

8.2 Réunions de suivi

Des réunions de suivi peuvent être organisées entre l'Institut Agro et le titulaire, à l'initiative de l'Institut Agro, afin de s'assurer du bon déroulement des prestations et du respect des obligations contractuelles.

Ces réunions ont pour objet d'établir un bilan des prestations réalisées, d'identifier les éventuelles difficultés rencontrées et, le cas échéant, de définir les actions correctives à mettre en œuvre.

La fréquence de ces réunions est adaptée aux besoins de l'Institut Agro, avec à minima une réunion annuelle par accord-cadre.

Pour chaque réunion, le titulaire transmet :

- Une proposition d'ordre du jour au moins dix (10) jours ouvrés avant la date de la réunion ;
- Un support de présentation au plus tard deux (2) jours ouvrés avant celle-ci.

À l'issue de chaque réunion, le titulaire adresse :

- Un projet de compte rendu, sous format modifiable, dans un délai de cinq (5) jours ouvrés ;
- Une version définitive au format PDF dans un délai de trois (3) jours ouvrés après validation par l'Institut Agro.

8.3 Tableaux de bord

Le titulaire transmet obligatoirement des tableaux de bord relatifs aux prestations réalisées dans le cadre de l'accord-cadre dont il est titulaire.

Ces tableaux de bord sont établis par année d'exécution du marché (de date à date anniversaire), et comprennent :

- Un suivi détaillé par service émetteur des bons de commande et par date, précisant le nombre de passagers, le nombre d'heure et/ou de jours de location, la capacité du bus loué, le nombre de kilomètres parcourus, le numéro du bon de commande et le coût de la prestation en euros HT ;
- Une présentation consolidée regroupant l'ensemble des commandes, avec les cumuls par catégorie de bus, par service, par coût généré en euros hors taxes et, le cas échéant, par destination ;
- L'émission de CO² des véhicules mis à disposition afin de mesurer l'empreinte carbone des déplacements.

Les tableaux de bord doivent être transmis au plus tard dans un délai d'un (1) mois suivant la date anniversaire de la notification du marché, par courrier électronique, aux adresses suivantes, selon le lot concerné :

Lots	Destinataires principales	Copie à
Lot n°1 – Institut Agro Montpellier	gaelle.bosio@supagro.fr	marches.publics@institut-agro.fr
Lot n°2 – Institut Agro Dijon (site de Dijon)	elisabeth.dehais@institut-agro.fr	
Lot n°3 – Institut Agro Dijon (site de Marmilhat)		
Lot n°4 – Institut Agro Rennes-Angers (site de Rennes)	maryanig.rimpot@institut-agro.fr	
Lot n°5 – Institut Agro Rennes-Angers (site d'Angers)		

Toute modification des adresses électroniques sera notifiée au titulaire par tout moyen permettant d'en accuser réception. Le titulaire est tenu de prendre en compte ces modifications sans délai.

Le titulaire peut également proposer la mise à disposition d'un outil de requêtes statistiques permettant la réalisation d'extractions, de tableaux de bord, d'indicateurs ou de graphiques. Les fonctionnalités proposées ainsi que les profils d'accès disponibles sont précisées dans son offre.

L'Institut Agro se réserve la possibilité de demander des statistiques complémentaires, selon le format et la périodicité qu'il déterminera.

En cas de non-transmission des tableaux de bord dans les délais fixés ou de transmission de données incomplètes ou erronées, des pénalités pourront être appliquées conformément aux dispositions de l'article 6.2 du CCAP.

ARTICLE 9 OBLIGATION DE RESULTAT

Le titulaire de chaque lot est soumis à une obligation de résultat pour l'exécution des prestations relevant de l'accord-cadre correspondant, sous réserve des cas de force majeure et des aléas extérieurs non imputables.

À ce titre, il s'engage à :

- Fournir l'ensemble des moyens humains, techniques et organisationnels nécessaires à la réalisation des prestations dans les délais impartis et conformément aux règles de l'art ;
- Disposer, pour le lot concerné, d'un parc de véhicules en nombre suffisant permettant d'assurer les prestations, y compris en cas d'aléas (panne, indisponibilité, entretien) ;
- Respecter strictement les lieux de rendez-vous, les horaires et les itinéraires communiqués par l'établissement concerné, sous peine de l'application des pénalités prévues à l'article 6.2 du CCAP ;
- Garantir la continuité du service pour les prestations relevant du lot attribué et informer sans délai l'établissement concerné de toute difficulté susceptible de compromettre la bonne exécution de l'accord-cadre.

À défaut, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter tout ou partie des prestations par un tiers, aux frais et risques du titulaire du lot concerné, dans les conditions prévues à l'article 36 du CCAG-FCS.